

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3177

[2006/202467]

**2 JUIN 2006. — Décret relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> « Evaluation externe », une évaluation dont la conception et la mise en œuvre sont confiées à des personnes extérieures à l'équipe éducative d'un établissement scolaire;

2<sup>o</sup> « Commission de pilotage », la Commission de pilotage des enseignements organisés ou subventionnés par la Communauté française, créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.

**Art. 3.** L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différentes fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

**TITRE II. — De l'évaluation externe non certificative****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définition et objectifs**

**Art. 4.** Une évaluation externe non certificative concerne soit les élèves de l'ensemble des établissements scolaires, soit un échantillon représentatif des élèves de la Communauté française.

Les établissements scolaires sont tenus de soumettre leurs élèves aux évaluations externes non certificatives qui les concernent.

Les établissements d'enseignement qui, conformément au décret du 17 juillet 2002, bénéficient d'une dérogation aux socles de compétences ont la latitude de ne pas participer aux évaluations externes non certificatives. Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les établissements d'enseignement concernés font part de leur participation ou non aux évaluations externes non certificatives.

**Art. 5.** Les évaluations externes non certificatives portent sur la maîtrise de compétences définies dans les socles de compétences et les compétences et savoirs visés aux articles 16, 25 et 35 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

**Art. 6.** Les évaluations externes non certificatives informent sur le niveau d'avancement des élèves, en poursuivant au moins un des objectifs suivants :

1<sup>o</sup> Permettre à chaque équipe pédagogique d'apprécier l'efficacité de son action en établissant l'état des acquis de ses élèves par rapport aux compétences attendues et en situant les résultats de ses élèves par rapport aux résultats globaux des élèves de la Communauté française;

2<sup>o</sup> Permettre d'apprécier également l'efficacité de cette action au niveau de chaque zone;

3<sup>o</sup> Informer les autorités et l'ensemble des acteurs sur les acquis des élèves d'une année d'étude ou d'un âge donné fréquentant l'ensemble des établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

4<sup>o</sup> Informer les autorités et l'ensemble des acteurs sur l'évolution des acquis de cohortes d'élèves à différents moments du cursus scolaire.

**Art. 7.** Sans préjudice des dispositions définies à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, les résultats des élèves et des établissements scolaires aux évaluations externes non certificatives sont maintenus anonymes sauf pour l'établissement scolaire concerné, les services d'inspection et les services d'animation pédagogique propres à chaque réseau, et ce sans préjudice des dispositions prévues à l'article 18, § 2 ci-dessous.

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements scolaires.

Les résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires.

Les inspecteurs, les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Le non respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

**CHAPITRE II. — Organisation**

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** En ce qui concerne le continuum pédagogique défini à l'article 13 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les évaluations externes non certificatives sont organisées selon le cycle triennal suivant.

La première année du cycle, il est organisé une évaluation externe non certificative portant sur la maîtrise de la lecture et de la production d'écrits pour l'ensemble des élèves de deuxième et de cinquième années de l'enseignement primaire et de deuxième année de l'enseignement secondaire.

La deuxième année du cycle, il est organisé une évaluation externe non certificative portant sur la maîtrise des outils mathématiques de base pour l'ensemble des élèves de deuxième et de cinquième années de l'enseignement primaire et de deuxième année de l'enseignement secondaire.

La troisième année du cycle, il est organisé une évaluation externe non certificative portant sur la maîtrise de certains des domaines définis à l'article 16, § 3, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre pour l'ensemble des élèves de deuxième et de cinquième années de l'enseignement primaire et de deuxième année de l'enseignement secondaire. Dans ce cadre, une attention particulière sera accordée à l'éducation par la technologie et à l'éducation scientifique ainsi qu'à la structuration du temps et de l'espace et à l'éveil puis à l'initiation à l'histoire et à la géographie.

Le Gouvernement définit les degrés de maturité ainsi que les formes de l'enseignement spécialisé concernés par les évaluations externes non certificatives visées aux alinéas précédents.

A travers les évaluations externes non certificatives définies aux alinéas ci-dessus, il sera veillé à apprécier l'évolution de la maîtrise des mêmes compétences aux divers moments de la scolarité visés.

Sur la base d'un avis rendu par la Commission de Pilotage, le Gouvernement peut décider d'organiser une ou plusieurs évaluations externes non certificatives supplémentaires.

§ 2. En ce qui concerne les humanités générales et technologiques définies à l'article 24 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et les humanités professionnelles et techniques définies à l'article 34 du même décret, tous les trois ans, sur proposition de la Commission de Pilotage, le Gouvernement arrête un plan triennal d'évaluations externes non certificatives qui présente le calendrier de l'ensemble des évaluations externes non certificatives organisées à ce niveau en distinguant,

— Les évaluations externes non certificatives qui portent sur l'ensemble des établissements scolaires et celles qui portent sur un échantillon représentatif;

— Les domaines de compétences visés ainsi que les années d'études ou les classes d'âge concernées;

— S'il échet, les types et les formes d'enseignement spécialisé visés.

Le plan triennal des évaluations externes non certificatives respecte les axes prioritaires suivants :

— Chaque année est organisée au moins une épreuve d'évaluation externe non certificative;

— Une épreuve d'évaluation externe portant sur la maîtrise de la lecture est organisée au moins une fois durant le cycle triennal au bénéfice de l'ensemble des élèves de cinquième année de l'enseignement secondaire;

— Le plan triennal des évaluations externes non certificatives veille à évaluer, chez l'ensemble des élèves d'une même année d'études, l'évolution de la maîtrise des compétences déjà évaluées à travers les évaluations externes non certificatives définies au § 1<sup>er</sup> ci-dessus.

§ 3. En ce qui concerne les langues modernes, les évaluations externes non certificatives sont organisées selon les modalités suivantes.

Les évaluations externes non certificatives portant sur la maîtrise de la première langue moderne étudiée sont organisées selon le cycle triennal suivant.

La première année du cycle, il est organisé une évaluation externe non certificative pour l'ensemble des élèves de sixième année de l'enseignement primaire.

La deuxième année du cycle, il est organisé une évaluation externe non certificative pour l'ensemble des élèves de deuxième année de l'enseignement secondaire.

La troisième année du cycle, il est organisé une évaluation externe non certificative pour l'ensemble des élèves de cinquième année de l'enseignement secondaire.

Sur la base d'un avis rendu par la Commission de Pilotage, le Gouvernement peut décider d'organiser une ou plusieurs évaluations externes non certificatives supplémentaires portant sur la maîtrise de la deuxième et, le cas échéant, de la troisième langue moderne étudiée.

§ 4. Les évaluations externes non certificatives définies aux § 1<sup>er</sup>, 2 et 3 ci-dessus sont soumises aux élèves entre la rentrée consécutive aux vacances d'hiver et le 31 mai de la même année scolaire.

Chacune des évaluations évoquées à l'alinéa précédent est soumise à la même date à l'ensemble des élèves concernés.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Pour la conception de chaque évaluation externe non certificative, il est créé un groupe de travail composé de la manière suivante :

— Le président de la Commission de pilotage ou son délégué, qui assure la présidence du groupe de travail;

— Une équipe de recherche universitaire ou inter-universitaire;

— Quatre membres des services d'inspection désignés par le Gouvernement sur proposition de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;

— Six enseignants assurant tout ou partie de leur charge dans l'année d'étude concernée par l'évaluation, désignés par le Gouvernement sur proposition, en ce qui concerne l'enseignement subventionné, des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et après accord de leur pouvoir organisateur.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, le groupe de travail comprendra trois enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement officiel subventionné, deux enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement libre et un enseignant exerçant tout ou partie de sa charge dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le groupe de travail comprendra un ou deux enseignant(s) exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement officiel subventionné, trois enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement libre et deux ou un enseignant(s) exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Le secrétariat du groupe de travail est assuré par un agent de l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

§ 2. Lorsqu'ils participent aux réunions du groupe de travail, les enseignants sont considérés comme étant en activité de service et bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 10.** Chaque groupe de travail, pour ce qui concerne l'évaluation externe non certificative dont il est en charge, remplit les missions suivantes :

- Elaboration de l'épreuve permettant l'évaluation externe non certificative;
- Conception de l'information relative à l'épreuve précitée;
- Définition des consignes de passation et de correction de l'épreuve;
- Production d'un questionnaire socioculturel destiné à l'élève et d'un questionnaire relatif aux pratiques pédagogiques destiné à l'enseignant.

**Art. 11.** Les membres des groupes de travail et les équipes de recherche universitaire sont tenus par le respect le plus strict de la confidentialité quant au contenu des épreuves permettant les évaluations externes non certificatives.

**Art. 12.** L'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique est chargée de l'organisation des épreuves.

**Art. 13.** Le respect des consignes et des modalités de passation est placé sous la responsabilité du directeur de l'établissement scolaire.

Le respect des consignes et des modalités de correction est placé sous la responsabilité de chaque inspecteur pour les établissements au sein desquels il exerce ses missions.

Dans ce cadre, il veille à organiser une répartition des protocoles complétés par les élèves de telle façon qu'un enseignant n'ait pas à corriger les protocoles complétés par les élèves dont il a la charge, ni, sauf situation exceptionnelle, ceux complétés par les élèves fréquentant un établissement au sein duquel il exerce sa fonction.

Tous les enseignants concernés procèdent aux corrections des évaluations externes non certificatives.

Les corrections sont organisées dans le cadre de la formation en cours de carrière durant le temps scolaire.

Lorsqu'ils participent aux corrections, les enseignants sont considérés comme étant en activité de service.

**Art. 14.** Le groupe de travail est chargé de l'analyse et de la présentation des résultats de l'évaluation externe non certificative dont il a été chargé.

Cette présentation doit permettre d'apprécier tant le niveau de maîtrise de l'ensemble des compétences évaluées que celui de chacune d'entre elles, en prenant non seulement en considération le niveau moyen mais aussi la dispersion des résultats entre élèves et entre établissements scolaires.

Cette présentation doit également permettre d'apprécier le niveau de maîtrise atteint par les élèves en tenant compte des spécificités des publics scolaires.

Cette présentation doit permettre que soit rendue possible la disposition définie à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5.

Cette présentation ne doit en aucun cas permettre l'identification des élèves ou des établissements scolaires.

**Art. 15.** Les résultats et l'analyse des évaluations externes non certificatives sont remis par les Présidents des groupes de travail au Président de la Commission de pilotage.

### CHAPITRE III. — *Exploitation des résultats*

**Art. 16.** Le rapport et l'analyse des évaluations externes non certificatives sont remis par le Président de la Commission de pilotage au Gouvernement.

Sur la base des résultats de chaque évaluation externe non certificative, la Commission de pilotage adresse au Gouvernement un avis reprenant, le cas échéant, les recommandations susceptibles d'améliorer ces résultats.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Outre les résultats relatifs à l'ensemble de ses élèves ainsi qu'à chacun d'entre eux, chaque pouvoir organisateur et chaque établissement scolaire disposent des résultats globalisés de l'ensemble des élèves de la Communauté française qui lui sont communiqués, sous la présentation visée à l'article 14, par l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

La communication des résultats de l'évaluation externe non certificative est suivie de propositions qui peuvent prendre la forme d'outils pédagogiques visant à répondre aux difficultés décelées.

Chaque chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, veille à ce qu'il soit procédé à un travail d'analyse et d'exploitation des résultats avec, le cas échéant, l'aide des services pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ou des organes de représentation ou de coordination des pouvoirs organisateurs, selon le cas. L'exploitation des résultats consiste notamment dans la construction et la mise en œuvre de stratégies pédagogiques ou organisationnelles susceptibles d'améliorer ces résultats.

Chaque chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, veille à ce que chaque parent ou personne investie de l'autorité parentale ait accès aux résultats de l'enfant dont il a la charge par rapport aux résultats globalisés de l'ensemble des élèves de la Communauté française.

§ 2. Les résultats rendus anonymes sont également établis au niveau de l'ensemble des établissements d'une même zone et transmis aux conseils de zone.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Chaque établissement met les résultats de ses élèves à disposition des services d'inspection et d'animation pédagogique afin que ceux-ci, outre les résultats globalisés de l'ensemble des élèves de la Communauté française, disposent de l'ensemble des résultats des élèves de chaque établissement scolaire au sein desquels ils exercent leurs missions.

Les inspecteurs et les animateurs pédagogiques qui ont connaissance des résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Les services d'inspection et les animateurs pédagogiques veillent à intégrer ces résultats aux apports de leurs propres investigations dans le cadre de leurs missions respectives d'évaluation du niveau des études et d'animation pédagogique. Ils apportent leur appui aux établissements scolaires dans l'analyse et l'exploitation des résultats.

§ 2. En ce qui concerne la transmission des résultats des élèves des établissements scolaires considérés un par un, la transmission au service d'animation pédagogique adéquat ne concerne que les établissements relevant, soit de l'enseignement organisé par la Communauté française, soit d'un pouvoir organisateur affilié à un organe de représentation et de coordination. Dans ce dernier cas, la transmission est subordonnée à l'accord donné par le pouvoir organisateur. Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles le pouvoir organisateur fait part de cet accord.

### TITRE III. — De l'octroi du certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire

**Art. 19.** Dans l'enseignement primaire, le certificat d'études de base est délivré sur la base d'une épreuve externe commune organisée au terme de celui-ci.

**Art. 20.** Tous les élèves inscrits en sixième primaire de l'enseignement ordinaire sont soumis à l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base.

Cette épreuve est également accessible aux élèves de l'enseignement primaire spécialisé ainsi que, sur la demande des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, à tout mineur soumis à l'obligation scolaire et âgé d'au moins 11 ans au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours et qui n'est pas inscrit en sixième primaire.

Les inscriptions visées à l'alinéa précédent sont adressées à l'Administrateur général de l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, pour le 30 avril de l'année scolaire en cours.

Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles les inscriptions sont introduites.

**Art. 21.** L'épreuve externe commune porte sur la maîtrise de compétences attendues à l'issue de la deuxième étape de l'enseignement obligatoire telles que définies dans le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visés à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Elle comprend nécessairement des questions relatives au français, à la formation mathématique, à l'éveil-initiation scientifique ainsi qu'à l'éveil-formation historique et géographique comprenant la formation à la vie sociale et économique.

Pour les établissements d'enseignement qui bénéficient, conformément au décret du 17 juillet 2002, d'une dérogation aux socles de compétences, une adaptation de l'épreuve externe commune est apportée par les services d'Inspection. Cette adaptation porte sur les éventuelles questions qui ne correspondraient pas aux socles de compétences propres aux établissements d'enseignement concernés. L'adaptation constitue en la production d'une ou de mêmes questions de même niveau.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'élaboration de l'épreuve externe commune, il est créé pour trois ans au plus, un groupe de travail composé de la manière suivante :

- L'Inspecteur général de la Communauté française pour l'enseignement fondamental subventionné, qui préside;
- Un représentant de l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;
- Six membres des services d'inspection en charge du niveau primaire ordinaire, désignés par le Gouvernement sur proposition de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, dont l'inspecteur coordonnateur de l'enseignement fondamental ordinaire organisé par la Communauté française qui assure la vice-présidence du groupe de travail;
- Six instituteurs assurant tout ou partie de leur charge en 5<sup>e</sup> ou en 6<sup>e</sup> primaire, désignés par le Gouvernement sur proposition, en ce qui concerne l'enseignement subventionné, des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et après accord de leur pouvoir organisateur.

Le groupe de travail comprendra trois enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement officiel subventionné, deux enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement libre et un enseignant exerçant tout ou partie de sa charge dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Le Gouvernement peut charger une équipe universitaire d'apporter un appui au groupe de travail.

§ 2. Lorsqu'ils participent aux réunions du groupe de travail, les instituteurs sont considérés comme étant en activité de service et bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 23.** Le groupe de travail remplit les missions suivantes :

- Conception de l'épreuve externe commune;
- Elaboration des consignes de passation, de correction et de réussite de l'épreuve.

Dans la présentation de l'épreuve externe commune, le groupe de travail veille à prendre en compte les situations particulières rencontrées par les élèves atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices.

**Art. 24.** Les membres du groupe de travail et, s'il échet, l'équipe de recherche universitaire sont tenus par le respect le plus strict de la confidentialité en ce qui concerne le contenu de l'épreuve externe commune.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête les modalités d'inscription, de passation et de correction de l'épreuve externe commune.

§ 2. Les modalités de passation sont communes à tous les établissements scolaires. Elles sont toutefois adaptées aux situations particulières rencontrées par les élèves atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices.

Le respect des consignes et des modalités de passation est placé sous la responsabilité du directeur de l'établissement scolaire.

§ 3. Les modalités de correction sont définies de manière à garantir l'impartialité et la confidentialité.

Le respect des consignes et des modalités de correction est placé sous la responsabilité de chaque inspecteur de l'enseignement primaire pour les établissements au sein desquels il exerce ses missions.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Au plus tard deux semaines avant le début de l'épreuve externe commune, chaque inspecteur constitue un jury compétent pour décider de la réussite à l'épreuve externe commune pour l'ensemble des élèves fréquentant les établissements scolaires au sein desquels il exerce ses missions ainsi que pour les élèves visés à l'article 20 alinéa 2 qui soit fréquentent un établissement d'enseignement spécialisé sis sur le même territoire que les écoles d'enseignement ordinaire au sein desquelles cet inspecteur exerce ses missions, soit sont domiciliés sur ce même territoire et ne fréquentent ni une école d'enseignement spécialisé, ni une classe de sixième primaire d'enseignement ordinaire.



Le jury est constitué de :

- L'inspecteur, qui préside;
- Quatre directeurs;
- Quatre instituteurs assurant tout ou partie de leur charge en 5<sup>ème</sup> ou 6<sup>ème</sup> primaire;
- Deux enseignants exerçant tout ou partie de leur charge au 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire dans une des disciplines définies à l'article 21, alinéa 2. Ces enseignants sont désignés selon les modalités définies par le Gouvernement.

§ 2. Si le nombre d'élèves inscrits à l'épreuve commune est supérieur à 250, un jury supplémentaire peut être constitué, et ainsi de suite par tranche de 250 inscrits.

Pour chaque jury supplémentaire, l'inspecteur peut déléguer sa présidence à un directeur d'école qu'il désigne.

Dans ce cas, il veille à ce que le directeur d'école désigné ne soit pas celui d'un des établissements scolaires dont les élèves sont concernés par le travail du jury supplémentaire visé à l'alinéa précédent.

§ 3. Lors de la constitution du jury, l'inspecteur veille à assurer une représentation équilibrée des différents réseaux d'enseignement et à privilégier une composition qui garantit l'objectivité des décisions.

§ 4. Lorsqu'ils participent aux réunions du jury, les directeurs et les enseignants sont considérés comme étant en activité de service.

§ 5. Les décisions du jury sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le procès-verbal des décisions du jury, revêtu de la signature du président et des membres du jury, est transmis par l'inspecteur à l'Administration générale de l'Enseignement et la Recherche scientifique.

§ 6. Lorsqu'ils participent aux réunions du groupe de travail, les enseignants sont considérés comme étant en activité de service et bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française

**Art. 27.** Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

Le non respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Le jury, constitué au sein de chaque établissement scolaire conformément au § 2, délivre le certificat d'études de base à tout élève qui a réussi l'épreuve commune.

§ 2. Le jury visé au § 1<sup>er</sup> est présidé par le chef d'établissement et composé des instituteurs exerçant tout ou partie de leur charge en 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> primaires.

Le jury comprend au moins trois personnes, le président compris.

Dans les établissements scolaires qui, en raison du nombre peu élevé d'élèves inscrits, n'atteignent pas ce minimum, le directeur peut faire appel à des instituteurs maîtres d'adaptation, à des maîtres d'éducation physique ou à des maîtres de seconde langue afin d'atteindre le nombre requis.

Le cas échéant, il peut être fait appel à des enseignants extérieurs à l'établissement scolaire, exerçant tout ou partie de leur charge en 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> année primaire et appartenant au même pouvoir organisateur ou, à défaut, à un autre pouvoir organisateur.

§ 3. Dans les établissements d'enseignement spécialisé dont des élèves ont participé à l'épreuve externe commune, c'est le conseil de classe tel que défini à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup> du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé qui exerce les missions dévolues au jury visé à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

§ 4. Sans préjudice de la disposition définie au § 3 ci-dessus, c'est le jury visé à l'article 26 qui délivre le certificat d'études de base à un mineur ayant satisfait à l'épreuve externe commune à laquelle il a participé sur la base de la disposition définie à l'article 20 alinéa 2.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Le jury visé à l'article 28 peut accorder le certificat d'études de base à l'élève inscrit en sixième année primaire qui n'a pas satisfait ou qui n'a pas pu participer en tout ou en partie à l'épreuve externe commune.

§ 2. Le jury fonde sa décision sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux dernières années de la scolarité primaire de l'élève, tels qu'ils ont été communiqués aux parents ainsi qu'un rapport circonstancié de l'instituteur avec son avis favorable ou défavorable quant à l'attribution du certificat d'études de base à l'élève concerné.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement primaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le jury fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

§ 3. La direction de l'école tient à la disposition de l'inspecteur de l'enseignement primaire tous les documents relatifs à la décision d'octroi du certificat d'études de base selon les modalités définies dans le présent article. L'inspecteur du niveau primaire peut consulter lesdits documents au sein de l'école.

**Art. 30.** Le Gouvernement arrête le modèle du certificat d'études de base.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.

§ 2. Le Conseil de recours comprend l'Inspecteur général de la Communauté française pour l'enseignement fondamental subventionné ou son délégué, sept membres effectifs et sept membres suppléants désignés par le Gouvernement sur proposition de la Commission de pilotage et un président.

Le Gouvernement désigne le président parmi les fonctionnaires généraux ou les inspecteurs généraux en activité de service ou admis à la retraite au cours des cinq dernières années.

Les membres désignés sur proposition de la Commission de pilotage sont obligatoirement des directeurs d'établissement d'enseignement primaire ou fondamental en fonction ou n'étant plus en fonction depuis moins de cinq ans.

Lorsqu'elle formule les propositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la Commission de pilotage veille à assurer une représentation équilibrée des différents réseaux d'enseignement.

§ 3. Le Conseil de recours prend sa décision à la majorité des deux tiers. Si cette majorité n'est pas atteinte, le recours est rejeté.

Si cette majorité est atteinte, l'élève obtient le certificat d'études de base selon le modèle visé à l'article 29.

Le Gouvernement arrête les autres modalités de fonctionnement du Conseil de recours.

§ 4. Lorsque le recours concerne un élève fréquentant ou ayant fréquenté l'établissement d'enseignement dirigé ou ayant été dirigé par un membre effectif du Conseil de recours, ce dernier est remplacé par son suppléant qui statue sur le cas.

§ 5. Les mandats des membres du Conseil de recours sont d'une durée de cinq ans, renouvelable, sauf pour les directeurs d'établissement sortis de charge depuis plus de cinq ans.

Leur exercice est gratuit.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Les parents de l'élève auquel l'octroi du certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire a été refusé, ou la personne investie de l'autorité parentale à son égard, peuvent introduire dans un délai de dix jours ouvrables suivant la notification du refus d'octroi du certificat d'études de base un recours contre ce refus devant le Conseil de recours visé à l'article 31.

L'introduction éventuelle du recours est précédée d'un entretien avec la direction de l'école ou l'instituteur titulaire de la classe fréquentée par l'élève afin que soient expliquées aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale les raisons pour lesquelles le certificat d'études de base n'a pu être octroyé à leur enfant.

Le recours comprend une motivation précise. Y est jointe toute pièce que le requérant juge de nature à éclairer le Conseil de recours.

§ 2. Le recours est adressé par lettre recommandée à l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique qui le transmet immédiatement au président du Conseil de recours.

Copie du recours est adressée, le même jour, par le président du Conseil de recours à l'inspecteur et au directeur de l'établissement scolaire fréquenté par l'élève.

L'inspecteur et le directeur de l'établissement scolaire peuvent adresser au président du Conseil de recours tout document de nature à éclairer ledit Conseil.

Le Conseil de recours enjoint à l'inspecteur et au directeur de l'établissement scolaire de produire à son intention tout document qu'il juge utile à sa prise de décision, notamment les protocoles de l'élève concerné à l'épreuve externe commune. Il peut entendre toute personne qu'il juge utile. Il peut se faire assister par des experts qu'il choisit.

**Art. 33.** Les décisions du Conseil de recours se fondent sur la correspondance entre les compétences acquises par l'élève et les compétences qu'il doit normalement acquérir au terme de la deuxième étape de l'enseignement obligatoire telles que définies dans le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visés à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

**Art. 34.** Sur proposition de la Commission de pilotage, le Gouvernement peut requérir le prélèvement d'un échantillon représentatif de copies corrigées, rendues anonymes, de l'épreuve externe commune afin d'apprécier de façon globale les acquis des élèves au terme de l'enseignement primaire.

**Art. 35.** Il est attribué un montant annuel minimum de € 300.000 à l'élaboration et à l'organisation des évaluations externes.

Le budget alloué à l'organisation de l'épreuve externe commune est compris dans le montant visé à l'alinéa premier.

**Art. 36.** Au terme de l'année scolaire 2007-2008, le Gouvernement procède à une évaluation du dispositif d'octroi du certificat d'étude de base selon des modalités qu'il définit.

#### TITRE IV. — *Dispositions transitoires, modificatives et finales*

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. A titre transitoire, pour les années scolaires 2006-2007 et 2007-2008 seulement, et nonobstant les articles 20 à 26, les établissements d'enseignement primaire ordinaire et spécialisé qui le souhaitent peuvent délivrer le certificat d'études de base en respectant la procédure décrite aux §§ 2 à 5 du présent article.

La faculté visée à l'alinéa précédent n'est pas d'application en ce qui concerne l'élève fréquentant l'enseignement primaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins d'une année scolaire.

§ 2. Avant le 9 juin de l'année concernée, le directeur de l'établissement scolaire établit une liste des élèves inscrits en 6<sup>ème</sup> année primaire et constitue la commission visée au § 3.

La liste comprend le nom, prénom, lieu et date de naissance de chaque candidat à la certification ainsi que son adresse et celle des personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur.

§ 3. Par établissement scolaire, il est créé une commission présidée par le directeur et composée des instituteurs exerçant tout ou partie de leur charge en 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> primaires.

La commission comprend au moins trois personnes, le président compris.

Dans les établissements scolaires qui, en raison du nombre peu élevé d'élèves inscrits, n'atteignent pas ce minimum, le directeur peut faire appel à des instituteurs titulaires d'autres classes, à des instituteurs maîtres d'adaptation, à des maîtres d'éducation physique ou à des maîtres de seconde langue afin d'atteindre le nombre requis.

Le cas échéant, il peut être fait appel à des enseignants extérieurs à l'établissement scolaire, exerçant tout ou partie de leur charge en 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> primaire et appartenant au même pouvoir organisateur ou, à défaut, à un autre pouvoir organisateur.

§ 4. Entre le 9 juin et le 25 juin de l'année concernée, la commission prépare un dossier par élève comportant la copie des bulletins des deux dernières années de sa scolarité primaire, tels qu'ils ont été communiqués aux parents ainsi qu'un rapport circonstancié de l'instituteur avec son avis favorable ou défavorable quant à l'attribution du certificat d'études de base à l'élève concerné.

En outre, la commission recueille un exemplaire des épreuves ayant servi aux évaluations dont il a été tenu compte pour l'élaboration des bulletins évoqués au premier alinéa.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement primaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

§ 5. Après le 25 juin et avant la fin de l'année scolaire, la commission statue sur l'attribution du certificat d'études de base, au vu du dossier visé au § 4 et en conformité avec les socles de compétences tels qu'ils sont déterminés par le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visés à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

La décision est prise à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Tout élève retenu obtient le certificat d'études de base, dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Le procès-verbal des décisions de la commission est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du directeur de l'établissement scolaire et des membres de la commission. La liste des élèves ayant obtenu le certificat d'études de base est jointe au procès-verbal.

Le registre et les dossiers des élèves sont conservés dans les archives de l'école durant dix ans. La liste décrite à l'alinéa 2 est conservée durant vingt ans.

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Les articles 1<sup>er</sup>; 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, alinéas 2 et 4; 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2; 4 à 22 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base sont abrogés.

§ 2. L'article 3, point 7 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française est abrogé.

**Art. 39.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006 à l'exception de l'article 8, § 2, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2008 et de l'article 8, § 3, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juin 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—  
Note

*Session 2005-2006.*

*Documents du Conseil.* Projet de décret n° 251-1. Amendements de commission, n° 251-2. Rapport, n° 251-3.

*Compte-rendu intégral.* Discussion et adoption. Séance du mardi 30 mai 2006.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3177

[2006/202467]

#### 2 JUNI 2006. — Decreet betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op het basis- en secundair onderwijs dat georganiseerd of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> « Externe evaluatie » : evaluatie waarbij het concept en de uitvoering worden toevertrouwd aan mensen die geen deel uitmaken van het onderwijsteam van een schoolinrichting;

2<sup>o</sup> « Sturingscommissie » : de Sturingscommissie van het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs, opgericht door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** Het gebruik in dit decreet van mannelijke namen voor de verschillende ambten geldt voor beide geslachten en is bedoeld om de leesbaarheid van de tekst te verhogen, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van beroepsnamen.

## TITEL II. — *De externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift*

### HOOFDSTUK I. — *Definitie en doelstellingen*

**Art. 4.** De externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, betreft ofwel de leerlingen van het geheel van de schoolinrichtingen, ofwel een representatieve steekproef van de leerlingen van de Franse Gemeenschap.

De schoolinrichtingen worden ertoe gehouden hun leerlingen te onderwerpen aan de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift en die hen betreffen.

De schoolinrichtingen die, overeenkomstig het decreet van 17 juli 2002, in aanmerking komen voor een afwijking van de basisvaardigheden, hebben de vrije hand om niet deel te nemen aan de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift. De Regering bepaalt de nadere regels volgens dewelke de betrokken schoolinrichtingen laten weten of ze al dan niet deelnemen aan de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift.

**Art. 5.** De externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, hebben betrekking op de beheersing van de vaardigheden bepaald in de basisvaardigheden en bekwaamheden en kennis bedoeld in de artikelen 16, 25 en 35 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

**Art. 6.** De externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, geven informatie over het bevorderingsniveau van de leerlingen waarbij minstens één van de volgende doelstellingen wordt nagestreefd :

1° het mogelijk maken voor elke pedagogische ploeg om de doeltreffendheid van haar actie te waarderen door de verworven kennis van haar leerlingen vast te stellen ten aanzien van de verwachte bekwaamheden en door de resultaten van haar leerlingen te situeren ten aanzien van de globale resultaten van de leerlingen van de Franse Gemeenschap;

2° het mogelijk maken om ook de doeltreffendheid van deze actie te waarderen op het gebied van elke zone;

3° de overheden en het geheel van de actoren in te lichten over de verworven kennis van de leerlingen van een studiejaar of van een bepaalde leeftijd die naar het geheel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen gaan;

4° de overheden en het geheel van de actoren in te lichten over de evolutie van de verworven kennis van een groep leerlingen op verschillende ogenblikken van het studieprogramma.

**Art. 7.** Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 17, § 1, vijfde lid, worden de resultaten van de leerlingen en van de schoolinrichtingen voor de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, anoniem gehouden behalve voor de betrokken schoolinrichting, de inspectiediensten en de diensten pedagogische animatie die eigen zijn aan elk net en dit, onverminderd de hierna vermelde bepalingen bedoeld in artikel 18, § 2.

Het is verboden dit te vermelden, inzonderheid voor doeleinden inzake reclame of concurrentie tussen schoolinrichtingen.

De resultaten behaald bij de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, mogen geen aanleiding geven tot de rangschikking van leerlingen of schoolinrichtingen.

De inspecteurs, de personeelsleden en de inrichtende machten van schoolinrichtingen die de resultaten kennen van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, zijn daartoe gehouden tot het beroepsgeheim. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De niet-naleving van het verbod op openbaarmaking is een oneerlijke praktijk in de zin van artikel 41, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

### HOOFDSTUK II. — *Organisatie*

**Art. 8.** § 1. Wat betreft het pedagogisch continuüm bepaald in artikel 13 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, georganiseerd volgens de volgende driejaarlijkse cyclus.

Tijdens het eerste jaar van de cyclus wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, georganiseerd, die betrekking heeft op de beheersing van het lezen en het produceren van geschreven stukken voor het geheel van de leerlingen van het tweede jaar en het vijfde jaar van het lager onderwijs en van het tweede jaar van het secundair onderwijs.

Tijdens het tweede jaar van de cyclus wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, georganiseerd, die betrekking heeft op de beheersing van wiskundige basishulpmiddelen voor het geheel van de leerlingen van het tweede jaar en het vijfde jaar van het lager onderwijs en van het tweede jaar van het secundair onderwijs.

Tijdens het derde jaar van de cyclus wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift georganiseerd, die betrekking heeft op de beheersing van sommige domeinen bepaald in artikel 16, § 3, tweede lid van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren voor het geheel van de leerlingen van het tweede jaar en het vijfde jaar van het lager onderwijs en het tweede jaar van het secundair onderwijs. In dit kader zal een bijzondere aandacht geschonken worden aan de opvoeding door technologie en aan de wetenschappelijke opvoeding alsook aan de structuur van tijd en ruimte en de eerste kennismaking met de interesse, daarna aan de initiatie tot geschiedenis en aardrijkskunde.

De Regering bepaalt de maturiteitsgraden alsook de vormen van het gespecialiseerd onderwijs die betrokken zijn bij de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift zoals bedoeld in de vorige leden.

Door de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, zoals bedoeld in de bovenvermelde leden, zal ervoor gezorgd worden dat de evolutie van de beheersing van dezelfde bekwaamheden op de bedoelde diverse ogenblikken van de schooljaren beoordeeld wordt.

Op basis van een advies uitgebracht door de Sturingscommissie kan de Regering beslissen om één of meer bijkomende externe evaluaties te organiseren die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift.



§ 2. Wat betreft de algemene en technologische humaniora bepaald in artikel 24 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaald van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en de beroeps- en technische humaniora bepaald in artikel 34 van hetzelfde decreet, stelt de Regering, om de drie jaar, op voorstel van de Sturingscommissie, een driejarenplan vast met betrekking tot de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift. Dit plan stelt het kalender voor van het geheel van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift en die op dat gebied georganiseerd worden en maakt een onderscheid tussen :

- de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, die betrekking hebben op het geheel van de schoolinrichtingen en deze die betrekking hebben op een representatieve steekproef;
- de bedoelde domeinen van bekwaamheden alsook de betrokken studiejaren of leeftijdscategorieën;
- in voorkomend geval de bedoelde types en vormen van gespecialiseerd onderwijs.

Het driejarenplan van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, houdt rekening met de volgende prioritaire assen :

- elk jaar wordt minstens één proef van externe evaluatie georganiseerd die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift;
- een proef van externe evaluatie die betrekking heeft op de beheersing van het lezen wordt minstens één keer tijdens de driejaarlijkse cyclus georganiseerd voor het geheel van de leerlingen van het vijfde jaar van het secundair onderwijs;
- het driejarenplan van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, heeft ten doel bij alle leerlingen van eenzelfde studiejaar de evolutie te evalueren van de beheersing van de bekwaamheden die al geëvalueerd werden door de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift zoals bepaald in bovenvermeld § 1.

§ 3. Wat betreft de moderne talen worden de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, volgens de volgende nadere regels georganiseerd.

De externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift en die betrekking hebben op de beheersing van de eerste gestudeerde moderne taal, worden volgens de volgende driejaarlijkse cyclus georganiseerd.

Tijdens het eerste cyclusjaar wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift georganiseerd voor het geheel van de leerlingen van het zesde jaar van het lager onderwijs.

Tijdens het tweede cyclusjaar wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift georganiseerd voor het geheel van de leerlingen van het tweede jaar van het secundair onderwijs.

Tijdens het derde cyclusjaar wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift georganiseerd voor het geheel van de leerlingen van het vijfde jaar van het secundair onderwijs.

Op basis van een advies uitgebracht door de Sturingscommissie kan de Regering beslissen om één of meer bijkomende externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift te organiseren, die betrekking hebben op de beheersing van de tweede taal en, in voorkomend geval, de derde gestudeerde moderne taal.

§ 4. De externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift zoals bepaald in bovenvermelde §§ 1, 2 en 3, worden voorgelegd aan de leerlingen tussen het opeenvolgende cursusjaar van de wintervakantie en 31 mei van hetzelfde schooljaar.

Elke evaluatie bedoeld in het vorige lid wordt op dezelfde datum voorgelegd aan het geheel van de betrokken leerlingen.

**Art. 9.** § 1. Voor de opvatting van elke externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, wordt een werkgroep opgericht die als volgt wordt samengesteld :

- de Voorzitter van de Sturingscommissie of zijn afgevaardigde, die het voorzitterschap van de werkgroep waarneemt;
- een universitair of interuniversitair onderzoeksteam;
- vier leden van de inspectiediensten aangewezen door de Regering op voorstel van de administrateur-generaal van het Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek;
- zes leerkrachten die zorgen voor hun volledige of gedeeltelijke opdracht tijdens het studiejaar waarop de evaluatie betrekking heeft, aangewezen door de Regering op voorstel, wat betreft het gesubsidieerd onderwijs, van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten en na toestemming van hun inrichtende macht.

Wat betreft het lager onderwijs zal de werkgroep samengesteld zijn uit drie leerkrachten die voor hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het gesubsidieerd officieel onderwijs zorgen, twee leerkrachten die voor hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vrij onderwijs zorgen en een leerkracht die voor zijn volledige of gedeeltelijke opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs zorgt.

Wat betreft het secundair onderwijs zal de werkgroep samengesteld zijn uit één of twee leraar(en) die voor een volledige of gedeeltelijke opdracht in het gesubsidieerd officieel onderwijs zorgt(en), drie leraren die voor hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vrij onderwijs zorgen en één of twee leraar(en) die voor een volledige of gedeeltelijke opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs zorgt(en).

Het secretariaat van de werkgroep wordt waargenomen door een ambtenaar van het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

§ 2. Wanneer de leerkrachten aan vergaderingen van de werkgroep deelnemen, worden ze beschouwd als in dienstactiviteit te zijn en komen ze in aanmerking voor de terugbetaling van hun verplaatsings- en verblijfkosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van rang 12 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 10.** Elke werkgroep, wat betreft de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift waarmee hij belast is, heeft als volgende opdrachten :

- de organisatie van de proef met het oog op de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift;
- de conceptie van de informatie betreffende de voormelde proef;

- de omschrijving van de instructies voor het afnemen en verbeteren van de proef;
- de productie van een sociaal-cultureel vraagstuk bestemd voor de leerling en van een vraagstuk betreffende de pedagogische praktijken bestemd voor de leerkracht.

**Art. 11.** De leden van de werkgroepen en de universitaire onderzoeksteams zijn tot de strikste vertrouwelijkheid gehouden wat betreft de inhoud van de proeven van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift.

**Art. 12.** Het algemeen bestuur Onderzoek en Wetenschappelijk Onderzoek wordt belast met de organisatie van de proeven.

**Art. 13.** De naleving van de instructies en de nadere regels betreffende het afnemen behoort tot de verantwoordelijkheid van de directeur van de schoolinrichting.

De naleving van de instructies en de nadere regels betreffende de verbetering behoort tot de verantwoordelijkheid van elke inspecteur voor de inrichtingen waarin hij zijn opdrachten uitvoert.

In dit kader zorgt hij ervoor een verdeling van de protocollen te organiseren die aangevuld worden door de leerlingen zodat een leerkracht de door de leerlingen aangevulde protocollen niet moet verbeteren waarvoor hij een opdracht heeft, noch, behoudens uitzonderlijke toestand, deze aangevuld door de leerlingen die in een inrichting gaan waarin hij zijn ambt uitoefent.

Alle betrokken leerkrachten verbeteren de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift.

De verbeteringen worden gemaakt in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan gedurende de schooltijd.

Wanneer de leerkrachten aan de verbeteringen deelnemen, worden ze beschouwd als in dienstactiviteit te zijn.

**Art. 14.** De werkgroep heeft als opdracht de resultaten te analyseren en voor te stellen van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift waarmee hij belast werd.

Deze voorstelling moet het mogelijk maken om zowel het niveau van beheersing van het geheel van de geëvalueerde bekwaamheden te beoordelen als het niveau van beheersing van elke bekwaamheid, waarbij niet alleen het gemiddelde niveau maar ook de verspreiding van de resultaten onder de leerlingen en de schoolinrichtingen in aanmerking worden genomen.

Met deze voorstelling kan het beheersingsniveau dat door de leerlingen wordt bereikt, beoordeeld worden door rekening te houden met de eigenaardigheden van de schoolpublieken.

Met deze voorstelling moet de bepaling bedoeld in artikel 17, § 1, vijfde lid mogelijk worden.

Deze voorstelling mag in geen enkel geval de identificatie van de leerlingen of van de schoolinrichtingen toelaten.

**Art. 15.** De resultaten en de analyse van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, worden door de Voorzitters van de werkgroepen aan de Voorzitter van de Sturingscommissie gestuurd.

#### HOOFDSTUK III. — *Verwerk van resultaten*

**Art. 16.** Het verslag en de analyse van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, worden door de Voorzitter van de Sturingscommissie aan de Regering gestuurd.

Op basis van de resultaten van elke externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, brengt de Sturingscommissie de Regering een advies uit met, in voorkomend geval, de aanbevelingen die deze resultaten zouden kunnen verbeteren.

**Art. 17.** § 1. Naast de resultaten van het geheel van zijn leerlingen alsook die van elk onder hen, beschikken iedere inrichtende macht en elke schoolinrichting over de globale resultaten van al de leerlingen van de Franse Gemeenschap die haar worden meegedeeld, onder de voorstelling bedoeld in artikel 14 door het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

De personeelsleden en de inrichtende machten van schoolinrichtingen die de resultaten van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift kennen, zijn daartoe tot beroepsgeheim gehouden. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De mededeling van de resultaten van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, wordt gevolgd door voorstellen in de vorm van pedagogische hulpmiddelen die ten doel hebben aan de ontdekte moeilijkheden te beantwoorden.

Elk inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en elke inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs zorgen ervoor dat de resultaten geanalyseerd en verwerkt worden met, in voorkomend geval, de hulp van de pedagogische diensten van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten naargelang het geval. Het verwerken van de resultaten bestaat inzonderheid in het ontwikkelen en de invoering van pedagogische of organisatorische strategieën die deze resultaten zouden kunnen verbeteren.

Elk inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en elke inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs zorgen ervoor dat elke ouder of persoon die het ouderlijk gezag uitoefent toegang hebben tot de resultaten van het kind waarvoor hij de opdracht heeft in vergelijking met de globale resultaten van het geheel van de leerlingen van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De anonieme resultaten worden ook opgemaakt op het gebied van alle inrichtingen van eenzelfde zone en aan de Zoneraden verstuurd.

**Art. 18.** § 1. Elke inrichting stelt de resultaten van haar leerlingen ter beschikking van de inspectiediensten en diensten voor pedagogische animatie zodat deze, naast de globale resultaten van het geheel van de leerlingen van de Franse Gemeenschap, over het geheel van de resultaten van de leerlingen beschikken van elke schoolinrichting waarin ze hun opdrachten uitoefenen.

De inspecteurs en pedagogische animatoren die de resultaten kennen van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, zijn daartoe tot het beroepsgeheim gehouden. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De inspectiediensten en de pedagogische animatoren zorgen ervoor dat deze resultaten geïntegreerd worden in de inbrengen van hun eigen onderzoeken in het kader van hun respectievelijke opdrachten van evaluatie betreffende het studieniveau en het niveau van de pedagogische animatie. Ze verlenen hulp aan schoolinrichtingen voor de analyse en het verwerken van resultaten.

§ 2. Wat betreft de mededeling van de resultaten van de leerlingen van schoolinrichtingen die één per één beschouwd worden, heeft de mededeling aan de juiste dienst voor pedagogische animatie slechts betrekking op de inrichtingen die behoren ofwel tot het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, ofwel tot een inrichtende macht aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan. In dit geval wordt de mededeling onderworpen aan de toestemming van de inrichtende macht. De Regering bepaalt de nadere regels volgens dewelke de inrichtende macht deze toestemming meedeelt.

**TITEL III. — De toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs**

**Art. 19.** In het lager onderwijs wordt het Getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt op basis van een gezamenlijke externe proef die na het bovenvermelde onderwijs wordt georganiseerd.

**Art. 20.** Alle leerlingen die in het zesde jaar lager onderwijs van het gewoon onderwijs ingeschreven zijn, moeten aan een gezamenlijke externe proef deelnemen waarbij het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt wordt.

Deze proef is ook toegankelijk voor de leerlingen van het gespecialiseerd lager onderwijs alsook, op aanvraag van de ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, voor elke minderjarige die onderworpen is aan de leerplicht en die minstens 11 jaar oud is op 1 september van het lopende schooljaar en die niet in het zesde jaar van het lager onderwijs ingeschreven is.

De inschrijvingen bedoeld in het vorige lid worden voor 30 april van het lopende schooljaar gericht tot de Administrateur-generaal van het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens dewelke de inschrijvingen ingediend worden.

**Art. 21.** De gezamenlijke externe proef heeft betrekking op de beheersing van de bekwaamheden verwacht na de tweede stap van het leerplichtonderwijs zoals bepaald in het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Deze proef bestaat noodzakelijk uit de vragen betreffende het Frans, de wiskundige opleiding, de opwekking - initiatie wetenschappen alsook de opwekking - opleiding geschiedenis en aardrijkskunde met de opleiding voor het sociaal-economische leven.

Voor de onderwijsinrichtingen die overeenkomstig het decreet van 17 juli 2002 een afwijking genieten van de basisvaardigheden, wordt een aanpassing van de gezamenlijke externe proef door de inspectiediensten aangebracht. Deze aanpassing betreft de eventuele vragen die niet met de basisvaardigheden zouden overeenstemmen, eigen aan de betrokken onderwijsinrichtingen. De aanpassing heeft betrekking op het opstellen van één of dezelfde vragen van hetzelfde niveau.

**Art. 22.** § 1. Voor de organisatie van de gezamenlijke externe proef wordt hoogstens voor drie jaar een werkgroep opgericht die als volgt wordt samengesteld :

— de inspecteur-generaal van de Franse Gemeenschap voor het gesubsidieerd basisonderwijs die het voorzitterschap waarneemt;

— een vertegenwoordiger van het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

— zes leden van de inspectiediensten belast met het gewoon lager niveau, aangewezen door de Regering op voorstel van de administrateur-generaal van het Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek waarvan de inspecteur-coördinator van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde gewoon basisonderwijs die het vice-voorzitterschap van de werkgroep waarneemt;

— zes onderwijzers die hun volledige of gedeeltelijke opdracht van het vijfde jaar of het zesde jaar van het lager onderwijs uitoefenen, aangewezen door de Regering op voorstel, wat betreft het gesubsidieerd onderwijs, van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten en na toestemming van hun inrichtende macht.

De werkgroep zal bestaan uit drie leerkrachten die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen, twee leerkrachten die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vrij onderwijs uitoefenen en een leerkracht die zijn volledige of gedeeltelijke opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefent.

De Regering kan een universitair team opdragen hulp te verlenen aan de werkgroep.

§ 2. Wanneer de onderwijzers aan de vergaderingen van de werkgroep deelnemen, worden ze beschouwd als in dienstactiviteit te zijn en komen ze in aanmerking voor de terugbetaling van hun verplaatsings- en verblijfkosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van rang 12 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 23.** De werkgroep vervult de volgende opdrachten :

— de gezamenlijke externe proef bedenken;

— de instructies betreffende de proef opstellen met betrekking tot de deelname, de verbetering en het slagen.

In de voorstelling van de gezamenlijke externe proef zorgt de werkgroep ervoor dat er rekening wordt gehouden met de bijzondere toestanden van de leerlingen met sensoriele en/of motorische stoornissen.

**Art. 24.** De leden van de werkgroep en, in voorkomend geval, het universitair onderzoeksteam zijn gehouden tot de strikste vertrouwelijkheid wat betreft de inhoud van de gezamenlijke externe proef.

**Art. 25.** § 1. De Regering bepaalt de nadere regels voor de inschrijving, de deelname en de verbetering van de gezamenlijke externe proef.

§ 2. De nadere regels voor de deelname zijn gemeen aan alle schoolinrichtingen. Nochtans worden ze aangepast aan de bijzondere toestanden van de leerlingen met sensoriele en/of motorische stoornissen.

De controle op de naleving van de instructies en de nadere regels voor de deelname behoort tot de verantwoordelijkheid van de directeur van de schoolinrichting.

§ 3. De nadere regels voor de verbetering worden bepaald om de onpartijdigheid en de vertrouwelijkheid te waarborgen.

De controle op de naleving van de instructies en de nadere regels voor verbetering behoort tot de verantwoordelijkheid van elke inspecteur van het lager onderwijs voor de inrichtingen waarin hij zijn opdrachten uitoefent.

**Art. 26.** § 1. Hoogstens twee weken vóór het begin van de gezamenlijke externe proef stelt elke inspecteur de bevoegde examencommissie samen om te beslissen over het slagen voor de gezamenlijke externe proef voor het geheel van de leerlingen die naar de schoolinrichtingen gaan waarin hij zijn opdrachten uitoefent alsook voor de leerlingen bedoeld in artikel 20, tweede lid, die ofwel naar een gespecialiseerde schoolinrichting gaan gelegen op hetzelfde grondgebied als de scholen voor gewoon onderwijs waarin deze inspecteur zijn opdrachten uitoefent, ofwel die hun woonplaats hebben op hetzelfde grondgebied en die niet naar een school van gespecialiseerd onderwijs gaan, noch naar een zesde jaar van het gewoon onderwijs.

De examencommissie is samengesteld uit :

- de inspecteur die het voorzitterschap waarneemt;
- vier directeurs;
- vier onderwijzers die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vijfde of het zesde jaar van het lager onderwijs uitoefenen;
- twee onderwijzers die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in de eerste graad van het secundair onderwijs uitoefent in één van de vakken bedoeld in artikel 21, tweede lid. Deze onderwijzers worden aangewezen volgens de door de Regering nader te bepalen regels.

§ 2. Indien het aantal leerlingen die ingeschreven zijn voor de gezamenlijke proef hoger is dan 250, kan een bijkomende examencommissie worden samengesteld, enzovoort per schijf van 250 ingeschreven leerlingen.

Voor elke bijkomende examencommissie kan de inspecteur zijn voorzitterschap delegeren aan een schooldirecteur die hij aanwijst.

In dit geval zorgt zij ervoor dat de aangewezen schooldirecteur niet degene is van één van de schoolinrichtingen waarvan de leerlingen betrokken zijn bij de werkzaamheden van de bijkomende examencommissie bedoeld in het vorige lid.

§ 3. Bij de samenstelling van de examencommissie zorgt de inspecteur voor een evenwichtige vertegenwoordiging van de verschillende onderwijsnetten en voor een samenstelling die de objectiviteit van de beslissingen garandeert.

§ 4. Wanneer de directeurs en de leerkrachten aan de vergaderingen van de examencommissie deelnemen, worden ze als in dienstactiviteit beschouwd.

§ 5. De beslissingen van de examencommissie worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De notulen van de beslissingen van de examencommissie, met de ondertekening van de voorzitter en van de leden van de examencommissie worden door de inspecteur aan het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek gestuurd.

§ 6. Wanneer de leerkrachten aan de vergaderingen van de werkgroep deelnemen, worden ze als in dienstactiviteit beschouwd en komen ze in aanmerking voor de terugbetaling van hun verplaatsings- en verblijfskosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van rang 12 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 27.** De resultaten van de gezamenlijke externe proef kunnen geen aanleiding geven tot de rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen. Het is verboden dit te vermelden, inzonderheid om redenen van reclame of concurrentie tussen inrichtingen.

De personeelsleden en de inrichtende machten van schoolinrichtingen die de resultaten kennen van de gezamenlijke externe proef, zijn daartoe tot het beroepsgeheim gehouden. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De niet-naleving van het verbod op openbaarmaking is een oneerlijke praktijk in de zin van artikel 41, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

**Art. 28.** § 1. De examencommissie die binnen elke schoolinrichting wordt samengesteld overeenkomstig § 2, reikt het Getuigschrift van Basisonderwijs uit aan elke leerling die geslaagd is voor de gezamenlijke proef.

§ 2. De examencommissie bedoeld in § 1 wordt voorgezeten door het inrichtingshoofd en wordt samengesteld uit de onderwijzers die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vijfde of het zesde jaar van het lager onderwijs uitoefenen.

De examencommissie bestaat uit minstens drie personen, de voorzitter inbegrepen.

In de schoolinrichtingen die, wegens het klein aantal ingeschreven leerlingen, dat minimum niet bereiken, kan de directeur een beroep doen op de onderwijzers meesters inzake adaptatie, meesters lichamelijke opvoeding of op meesters tweede taal om het vereiste aantal te bereiken.

In voorkomend geval kan ze een beroep doen op onderwijzers van buiten de schoolinrichting die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vijfde of het zesde jaar van het lager onderwijs uitoefenen en die tot dezelfde inrichtende macht behoren of, bij gebreke daarvan, tot een andere inrichtende macht.

§ 3. In de inrichtingen van gespecialiseerd onderwijs waarvan de leerlingen aan de gezamenlijke externe proef hebben deelgenomen, is het de klassenraad zoals bepaald in artikel 4, § 1, 10<sup>o</sup> van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs die de opdrachten uitoefent die toevertrouwd worden aan de examencommissie bedoeld in het bovenvermelde artikel 1.

§ 4. Onverminderd de bepaling bedoeld in bovenvermelde § 3 is het de examencommissie bedoeld in artikel 26 die het Getuigschrift van Basisonderwijs aan een minderjarige uitreikt die geslaagd is voor een gezamenlijke externe proef waaraan hij deelgenomen heeft krachtens de bepaling bedoeld in artikel 20, tweede lid.

**Art. 29.** § 1. De examencommissie bedoeld in artikel 28 kan een Getuigschrift van Basisonderwijs uitreiken aan de leerling die ingeschreven is in het zesde jaar van het lager onderwijs die niet geslaagd is of niet heeft kunnen deelnemen aan het geheel of een gedeelte van de gezamenlijke externe proef.

§ 2. De examencommissie baseert haar beslissing op een dossier met een afschrift van de schoolresultaten van de leerling van de twee laatste jaren van het lager onderwijs zoals ze meegedeeld werden aan de ouders alsook met een uitvoerig rapport van de onderwijzer met zijn gunstig of ongunstig advies over de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs aan de betrokken leerling.

Wanneer een leerling sinds minder dan twee schooljaren het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd lager onderwijs volgt, kan een afschrift van de schoolresultaten van één schooljaar volstaan.

De examencommissie voegt bij het dossier elk ander element dat ze nodig acht.



§ 3. De directie van de school houdt ter beschikking van de inspecteur van het lager onderwijs alle documenten betreffende de beslissing over de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs volgens de nadere regels bepaald in dit artikel. De inspecteur van het lager onderwijs kan de bovenvermelde documenten binnen de school raadplegen.

**Art. 30.** De Regering bepaalt het model van het Getuigschrift van Basisonderwijs.

**Art. 31.** § 1. Er wordt een Raad van beroep opgericht tegen de beslissingen tot weigering van de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs na het lager onderwijs.

§ 2. De Raad van beroep bestaat uit de inspecteur-generaal van de Franse Gemeenschap voor het gesubsidieerd basisonderwijs of zijn afgevaardigde, zeven werkende leden en zeven plaatsvervangende leden aangewezen door de Regering op voorstel van de Sturingscommissie en een voorzitter.

De Regering stelt de Voorzitter aan onder de ambtenaren-generaal of de inspecteurs-generaal in dienstactiviteit of in ruste gesteld tijdens de vijf laatste jaren.

De leden aangesteld op voorstel van de Sturingscommissie zijn noodzakelijkerwijs directeurs van inrichtingen voor lager of basisonderwijs die in dienstactiviteit zijn of die niet meer in dienstactiviteit zijn sinds minder dan vijf jaar.

Wanneer de Sturingscommissie de voorstellen bedoeld in het eerste lid formuleert, zorgt ze voor een evenwichtige vertegenwoordiging van de verschillende onderwijsnetten.

§ 3. De Raad van beroep neemt zijn beslissing bij een tweederde meerderheid. Wanneer deze meerderheid niet wordt bereikt, wordt het beroep verworpen.

Wanneer deze meerderheid bereikt wordt, behaalt de leerling het Getuigschrift van Basisonderwijs volgens het model bedoeld in artikel 29.

De Regering bepaalt de andere nadere regels voor de werking van de Raad van beroep.

§ 4. Wanneer het beroep betrekking heeft op een leerling die naar een onderwijsinrichting gaat of is gegaan die geleid wordt of werd door een werkend lid van de Raad van beroep, wordt deze laatste vervangen door zijn plaatsvervanger die beslist over het geval.

§ 5. De mandaten van de leden van de Raad van beroep duren vijf jaar en zijn hernieuwbaar behalve voor de directeurs van inrichtingen die sinds meer dan vijf jaar geen opdracht uitoefenen.

De uitoefening van het mandaat is gratis.

**Art. 32.** § 1. De ouders van de leerling waarvoor de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs na het lager onderwijs werd geweigerd, of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, kunnen binnen een termijn van tien werkdagen volgend op de mededeling van de weigering van de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs, een beroep instellen tegen deze weigering vóór de raad van beroep bedoeld in artikel 31.

De eventuele beroepsinstelling wordt voorafgegaan door een onderhoud met de directie van de school of de onderwijzer-titularis van de klasse gevolgd per leerling zodat uitleg wordt gegeven aan de ouders of aan de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent over de redenen waarom het Getuigschrift van Basisonderwijs aan hun kind niet heeft kunnen worden uitgereikt.

Het beroep omvat een nauwkeurige motivering. Wordt bijgevoegd elk stuk dat de verwerende partij nodig acht om de Raad van beroep in te lichten.

§ 2. Het beroep wordt ingesteld bij aangetekende brief aan de administrateur-generaal van het bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek die het onmiddellijk stuurt aan de voorzitter van de Raad van beroep.

De Voorzitter van de Raad van beroep stuurt dezelfde dag een afschrift van het beroep aan de inspecteur en de directeur van de schoolinrichting van de leerling.

De inspecteur en de directeur van de schoolinrichting kunnen de Voorzitter van de Raad van beroep elk document sturen om de bovenvermelde raad in te lichten.

De Raad van beroep gelast de inspecteur en de directeur van de schoolinrichting hem elk document voor te leggen dat hij nuttig acht bij het nemen van een beslissing, inzonderheid de protocollen van de betrokken leerling van de gezamenlijke externe proef. Hij kan elke persoon verhoren die hij nuttig acht. Hij kan zich laten bijstaan door deskundigen die hij kiest.

**Art. 33.** De beslissingen van de Raad van beroep baseren zich op de overeenstemming met de door de leerling verworven bekwaamheden en de bekwaamheden die hij normaal gezien moet verwerven na de tweede stap van het leerplichtonderwijs zoals bedoeld in het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

**Art. 34.** Op voorstel van de Sturingscommissie kan de Regering een representatieve steekproef van de verbeterde afschriften van de gezamenlijke externe proef aanvragen die anoniem worden gehouden om de verworven kennis van de leerlingen na het lager onderwijs globaal te beoordelen.

**Art. 35.** Er wordt een minimum jaarlijks bedrag van 300.000 euro toegekend aan de ontwikkeling en de organisatie van externe evaluaties.

De begroting die toegekend wordt aan de organisatie van de gezamenlijke externe proef is inbegrepen in het bedrag bedoeld in het eerste lid.

**Art. 36.** Na het schooljaar 2007-2008 zal de Regering overgaan naar een evaluatie van het stelstel voor de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs volgens de nadere regels die ze bepaalt.

#### TITEL IV. — *Overgangs-, wijzigings- en slotbepalingen*

**Art. 37.** § 1. Tijdelijk voor de schooljaren 2006-2007 en 2007-2008 alleen en niettegenstaande de artikelen 20 tot 26, kunnen de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd lager onderwijs die dit wensen, het Getuigschrift van Basisonderwijs uitreiken met inachtneming van de procedure beschreven in de §§ 2 tot 5 van dit artikel.

De mogelijkheid bedoeld in het vorige lid is niet van toepassing wat betreft de leerling die minder dan een schooljaar het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd lager onderwijs volgt.

§ 2. Vóór 9 juni van het betrokken jaar stelt de directeur van de schoolinrichting een lijst vast van de leerlingen ingeschreven in het zesde jaar van het lager onderwijs en stelt de commissie bedoeld in § 3 samen.

De lijst bevat de naam, de voornaam, de geboorteplaats en geboortedatum van elke kandidaat voor het getuigschrift alsook zijn adres en dat van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of die de minderjarige in rechte en in feite onder hun bewaring hebben.

§ 3. Per schoolinrichting wordt een commissie opgericht. Deze commissie wordt voorgezeten door de directeur en is samengesteld uit de onderwijzers die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vijfde of zesde jaar van het lager onderwijs uitoefenen.

De commissie bestaat uit minstens drie personen, de voorzitter inbegrepen.

In de schoolinrichtingen die, wegens het klein aantal ingeschreven leerlingen, het vereiste minimum niet bereiken, kan de directeur een beroep doen op onderwijzers van andere klassen, onderwijzers meesters inzake adaptatie, meesters lichamelijke opvoeding of op meesters tweede taal om het vereiste aantal te bereiken.

In voorkomend geval kan een beroep worden gedaan op onderwijzers buiten de schoolinrichting die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vijfde of zesde jaar van het lager onderwijs uitoefenen en die tot dezelfde inrichtende macht of, bij gebreke daarvan, aan een andere inrichtende macht behoren.

§ 4. Tussen 9 juni en 25 juni van het betrokken jaar maakt de commissie een dossier per leerling op met een afschrift van de schoolresultaten van de twee laatste jaren van het lager onderwijs, zoals ze meegedeeld werden aan de ouders alsook met een uitvoerig rapport van de onderwijzer met zijn gunstig of ongunstig advies over de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs aan de betrokken leerling.

Bovendien krijgt de commissie een exemplaar van de proeven die voor de evaluatie gediend hebben en waarmee rekening wordt gehouden voor het opstellen van de schoolresultaten bedoeld in het eerste lid.

Wanneer een leerling sedert minder dan twee schooljaren het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd lager onderwijs volgt, kan een afschrift van de schoolresultaten van één enkel schooljaar volstaan.

§ 5. Na 25 juni en vóór het einde van het schooljaar beslist de commissie over de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs gelet op het dossier bedoeld in § 4 en overeenkomstig de basisvaardigheden zoals bepaald in het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

De beslissing wordt genomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Het Getuigschrift van Basisonderwijs waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld, wordt uitgereikt aan elke leerling die geslaagd is.

De notulen van de beslissingen van de commissie worden opgenomen in een ad hoc register en draagt de ondertekening van de directeur van de schoolinrichting en van de leden van de commissie. De lijst van de leerlingen die het getuigschrift van basisonderwijs hebben behaald, wordt bij de notulen gevoegd.

Het register en de dossiers van de leerlingen worden gedurende tien jaar in het archief van de school bewaard. De lijst beschreven in het tweede lid wordt gedurende twintig jaar bewaard.

**Art. 38.** § 1. De artikelen 1; 2, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, tweede en vierde leden; 3, §§ 1 en 2; 4 tot 22 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs worden opgeheven.

§ 2. Artikel 3, punt 7 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

**Art. 39.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2006 met uitzondering van artikel 8, § 2, dat in werking treedt op 1 september 2008, en van artikel 8, § 3, dat in werking treedt op 1 september 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juni 2006.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

Zitting 2005-2006.

Stukken van de Raad. Ontwerp van decreet, nr. 251-1. Commissieamendementen, nr. 251-2. Verslag nr. 251-3.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 30 mei 2006.